



Assemblée générale

Soixante-treizième session

41^e séance plénière

Mercredi 28 novembre 2018, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M^{me} Espinosa Garcés. (Équateur)

En l'absence de la Présidente, M. Korneliou (Chypre), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 15.

Point 117 de l'ordre du jour (suite)

Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations

h) Nomination de juges du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies

Mémorandum du Secrétaire général
(A/73/422 et A/73/422/Corr.1)

Rapport du Conseil de justice interne
(A/73/203 et A/73/203/Corr.1)

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :

Comme indiqué dans le document A/73/422, le mandat d'un juge à temps complet du Tribunal du contentieux administratif siégeant à New York, le juge Memooda Ebrahim-Carstens, et d'un juge à mi-temps du Tribunal, le juge Goolam Hoosen Kader Meeran, arrivera à expiration le 30 juin 2019. Il est donc nécessaire que l'Assemblée générale, au cours de la présente session, nomme un juge à temps complet siégeant à New York et un juge à mi-temps au Tribunal du contentieux administratif pour pourvoir les sièges devenus vacants. Conformément au paragraphe 4 de l'article 4 du Statut du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies, le mandat du juge à temps complet et du juge à mi-temps est de sept ans.

Dans son rapport à l'Assemblée générale (A/73/203), le Conseil de justice interne a recommandé à l'Assemblée deux candidats pour le poste à temps complet à New York et deux candidats pour le poste à mi-temps. Dans son rapport, le Conseil a également indiqué les noms, par poste, lieu de travail et tribunal, des candidats qu'il juge aptes à être élus au Tribunal du contentieux administratif. Les candidats recommandés par le Conseil pour être nommés juges à temps complet à New York sont Joëlle Adda (France) et Ole Jan van Leeuwen (Pays-Bas). Les candidats recommandés par le Conseil pour être nommés juge à mi-temps sont Angela Henke (Allemagne) et Francesco Buffa (Italie).

La nomination du juge à temps complet et du juge à mi-temps du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies se fera conformément au Statut du Tribunal du contentieux administratif et au Règlement intérieur de l'Assemblée générale. L'article 4 du Statut du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies dispose que :

« [1] Le Tribunal se compose de trois juges à temps complet et de deux juges à mi-temps [...] Les juges sont nommés par l'Assemblée générale sur la recommandation du Conseil de justice interne conformément à la résolution 62/228 de l'Assemblée. Ils sont tous de nationalité différente et sont nommés eu égard aux principes de la répartition géographique et de l'équilibre entre les effectifs des deux sexes. ».

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

18-40178(F)



Document adapté

Merci de recycler



Le paragraphe 3 de l'article 4 du Statut stipule que, pour pouvoir être nommé juge, il faut jouir de la plus haute considération morale et justifier d'au moins 10 ans d'expérience judiciaire en droit administratif, ou d'une expérience équivalente acquise dans une ou plusieurs juridictions nationales; et maîtriser l'anglais ou le français, tant à l'oral qu'à l'écrit.

Aux termes du paragraphe 4 de l'article 4 du Statut du Tribunal du contentieux administratif :

« Les juges sont nommés pour un mandat non renouvelable de sept ans... Tout juge ou ancien juge du Tribunal d'appel des Nations Unies ne peut siéger au Tribunal du contentieux administratif ».

Dans le document A/73/422, il est proposé que l'Assemblée générale nomme les juges par voie de scrutin, en tenant compte du paragraphe 58 de sa résolution 63/253, dans laquelle elle a invité les États Membres à tenir dûment compte de la répartition géographique et de l'équilibre entre les sexes lorsqu'ils élisent des juges aux Tribunaux.

Seuls les candidats recommandés par le Conseil de justice interne peuvent participer à l'élection. À l'Assemblée générale, les électeurs indiqueront les candidats pour lesquels ils désirent voter en inscrivant une croix en regard de leur nom sur le bulletin de vote. Chaque électeur peut voter pour un candidat au plus pour le poste de juge à temps complet à New York, et pour un candidat au plus pour le poste de juge à mi-temps au Tribunal du contentieux administratif.

Les candidats ayant recueilli le plus grand nombre de voix et la majorité des voix des membres présents et votants à l'Assemblée générale seront considérés élus et donc nommés juges au Tribunal du contentieux administratif par l'Assemblée. Les élections se dérouleront conformément au Règlement intérieur de l'Assemblée jusqu'à ce que le nombre de candidats requis pour pourvoir les sièges vacants de juge au Tribunal du contentieux administratif aient été élus, à l'issue d'un ou de plusieurs tours de scrutin, à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents et votants.

Puis-je considérer que l'Assemblée accepte cette procédure?

Il en est ainsi décidé.

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant procéder à l'élection au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies d'un juge à temps complet siégeant à New York

et d'un juge à mi-temps, selon la procédure de vote qui vient d'être expliquée.

L'élection se tiendra conformément aux dispositions du Règlement intérieur de l'Assemblée générale. En conséquence, conformément à l'article 92 du Règlement intérieur, l'élection aura lieu au scrutin secret.

Avant de procéder au vote, je rappelle aux membres que, en application de l'article 88 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, aucun représentant ne peut interrompre le vote, sauf pour présenter une motion d'ordre ayant trait à la manière dont s'effectue le vote. En outre, les bulletins de vote ne seront distribués qu'au représentant assis directement derrière la plaque nominative du pays.

Nous allons maintenant commencer la procédure de vote. Les membres sont priés de rester assis jusqu'à ce que tous les bulletins de vote aient été ramassés.

Sur l'invitation du Président par intérim, M^{me} Petkovic (Croatie), M^{me} Bailey (Jamaïque), M. Omurzakov (Kirghizistan), M. Bhattarai (Népal), M^{me} Eymann (Suisse) et M. Fintakpa Lamega (Togo) assument les fonctions de scrutateur.

Il est procédé à un vote au scrutin secret.

La séance, suspendue à 10 h 30, est reprise à 11 h 5.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Le résultat du vote est le suivant :

Juge à temps plein (New York) :

Nombres de bulletins déposés :	173
Nombre de bulletins nuls :	0
Nombre de bulletins valables :	173
Abstentions :	8
Nombre de votants :	165
Majorité requise :	83
Nombre de voix obtenues :	
M ^{me} Joëlle Adda (France)	88
M. Ole Jan van Leeuwen (Pays-Bas)	77

Juge à mi-temps :

Nombres de bulletins déposés :	173
Nombre de bulletins nuls :	0
Nombre de bulletins valables :	173
Abstentions :	3
Nombre de votants :	170
Majorité requise :	86
Nombre de voix obtenues :	
M. Francesco Buffa (Italie)	88
M ^{me} Angela Henke (Allemagne)	82

Ayant obtenu la majorité requise des membres présents et votants et le plus grand nombre de voix, M^{me} Joëlle Adda (France) a été élue juge à temps plein du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies à New York, et M. Francesco Buffa (Italie) a été élu juge à mi-temps du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies, pour des mandats prenant effet le 1^{er} juillet 2019 et venant à expiration le 30 juin 2026

Le Président par intérim (parle en anglais) : Je saisis cette occasion pour adresser à ceux qui ont été élus les félicitations de l'Assemblée générale et pour remercier les scrutateurs de leur concours pendant l'élection.

L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de son examen du point 117 h) de l'ordre du jour.

(i) Nomination de juges du Tribunal d'appel des Nations Unies

Mémorandum du Secrétaire général
(A/73/422 et A/73/422/Corr.1)

Rapport du Conseil de justice interne
(A/73/203 et A/73/203/Corr.1)

Le Président par intérim (parle en anglais) : Comme l'indique le document A/73/422, un poste de juge du Tribunal d'appel est actuellement à pourvoir à la suite de la démission de la juge Rosalyn M. Chapman (États-Unis d'Amérique), qui a pris effet le 3 novembre 2017. La durée du mandat de sept ans de la juge Chapman restant à courir prend fin le 30 juin 2019. Il faut donc nommer un juge pour pourvoir ce poste.

À cet égard, le Conseil de justice interne recommande à l'Assemblée générale, au paragraphe 32 de son rapport, de pourvoir le siège vacant à l'expiration du mandat de la juge Chapman, le 1^{er} juillet 2019, pour un mandat complet de sept ans. Par ailleurs, comme l'indique le même rapport, le mandat du juge Richard Lussick et de la juge Deborah Thomas-Félix arrivera à expiration le 30 juin 2019. Il est donc nécessaire que, pendant la présente session, l'Assemblée générale nomme deux juges au Tribunal d'appel pour un mandat de sept ans qui débutera le 1^{er} juillet 2019.

Toujours comme indiqué dans les documents A/73/422 et A/73/422/Corr.1, conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Tribunal d'appel, :

« [L]es juges sont nommés par l'Assemblée générale sur la recommandation du Conseil de justice interne conformément à la résolution 62/228 de l'Assemblée. Ils sont tous de nationalité

différente et sont nommés eu égard aux principes de la répartition géographique et de l'équilibre entre les effectifs des deux sexes ».

Les candidats que le Conseil de justice interne recommande de nommer au Tribunal d'appel sont Graeme Colgan (Nouvelle-Zélande), Gary Donahoe (États-Unis d'Amérique), Cécile Isidoro (France), Jean-François Neven (Belgique) et Kanwaldeep Sandhu (Canada).

Le paragraphe 3 de l'article 3 du Statut du Tribunal d'appel stipule que, pour pouvoir être nommé juge, il faut jouir de la plus haute considération morale; justifier d'au moins 15 années d'expérience judiciaire cumulée en droit administration ou en droit du travail ou d'une expérience équivalente acquise dans une ou plusieurs juridictions nationales ou internationales; et maîtriser, tant à l'oral qu'à l'écrit, au moins une des langues de travail du Tribunal d'appel.

Dans le document A/73/422, il est proposé que l'Assemblée générale nomme les juges par voie de scrutin organisé dans le respect du Règlement intérieur, en tenant compte du paragraphe 58 de la résolution 63/253, dans laquelle elle a invité les États Membres à tenir dûment compte de la répartition géographique et de l'équilibre entre les sexes lorsqu'ils élisent des juges au Tribunal d'appel.

En l'absence d'objection, puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve cette proposition?

Il en est ainsi décidé.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Les candidats ayant recueilli le plus grand nombre de voix et la majorité des voix des membres présents et votants à l'Assemblée générale sont considérés élus et donc nommés juges au Tribunal d'appel par l'Assemblée. Conformément au Règlement intérieur de l'Assemblée générale, les élections se poursuivront jusqu'à ce que le nombre requis de candidats aient été élus pour pourvoir les sièges vacants au Tribunal d'appel, à l'issue d'un ou de plusieurs tours de scrutin, à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents et votants. En outre, suivant la pratique établie, si, à la suite d'un partage égal des voix, il devient nécessaire de déterminer lequel des candidats sera élu ou participera au tour de scrutin limité suivant, il y aura un tour de scrutin spécial, limité aux candidats qui auront obtenu un nombre égal de voix.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale accepte cette procédure?

Il en est ainsi décidé.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale va maintenant procéder à l'élection de trois juges au Tribunal d'appel des Nations Unies.

Seuls les candidats dont le nom figure sur les bulletins de vote sont éligibles. Les représentants indiqueront les candidats pour lesquels ils désirent voter en inscrivant une croix en regard de leur nom sur le bulletin de vote. Chaque représentant ne pourra voter au maximum que pour trois candidats à une nomination au Tribunal d'appel. Cette élection se tiendra conformément aux dispositions du Règlement intérieur de l'Assemblée générale. En conséquence, conformément à l'article 92 du Règlement intérieur, l'élection a lieu au scrutin secret.

Avant de procéder au vote, je rappelle aux membres que, conformément à l'article 88 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, aucun représentant ne peut interrompre le vote, sauf pour présenter une motion d'ordre ayant trait à la manière dont s'effectue le vote. En outre, les bulletins de vote ne seront distribués qu'au représentant assis directement derrière la plaque nominative du pays.

Nous allons maintenant commencer la procédure de vote. Les membres sont priés de rester assis jusqu'à ce que tous les bulletins de vote aient été ramassés.

Sur l'invitation du Président par intérim, M^{me} Petkovic (Croatie), M^{me} Bailey (Jamaïque), M. Omurzakov (Kirghizistan), M. Bhattarai (Népal), M^{me} Eyermann (Suisse) et M. Fintakpa Lamega (Togo) assument les fonctions de scrutateur.

Il est procédé à un vote au scrutin secret.

La séance, suspendue à 11 h 25, est reprise à 12 h 5.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant :

Nombres de bulletins déposés :	175
Nombre de bulletins nuls :	0
Nombre de bulletins valables :	175
Abstentions :	3
Nombre de votants :	172
Majorité requise :	87
Nombre de voix obtenues :	
M. Jean-François Neven (Belgique)	107
M. Graeme Colgan (Nouvelle-Zélande)	105
M. Kanwaldeep Sandhu (Canada)	102
M ^{me} Cécile Isidoro (France)	101
M. Gary Donahoe (États-Unis d'Amérique)	85

Ayant obtenu la majorité requise des membres présents et votants et le plus grand nombre de voix, M. Jean-François Neven (Belgique), M. Graeme Colgan (Nouvelle-Zélande) et M. Kanwaldeep Sandhu (Canada) sont élus juges du Tribunal d'appel des Nations Unies pour un mandat commençant le 1^{er} juillet 2019 et prenant fin le 30 juin 2026.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je saisis cette occasion pour adresser à ceux qui ont été élus les félicitations de l'Assemblée générale et pour remercier les scrutateurs de leur concours pendant l'élection.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite achever son examen du point 117 i) de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Programme de travail

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : En référence à une lettre de la Présidente de l'Assemblée générale datée du 23 novembre 2018, je voudrais appeler l'attention des membres sur la date de suspension des travaux de la présente session. Les membres se souviendront qu'à sa 3^e séance plénière, le 21 septembre 2018, l'Assemblée générale a décidé que la soixante-troisième session suspendrait ses travaux le lundi 17 décembre 2018. Toutefois, compte tenu de l'ampleur du travail qui reste encore pour cette partie de la session, je voudrais proposer à l'Assemblée de reporter la date de suspension de la présente session au vendredi 21 décembre 2018.

En l'absence d'objection, puis-je considérer que l'Assemblée convient de reporter la date de suspension de la présente session au vendredi 21 décembre 2018?

Il en est ainsi décidé (décision 73/502).

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : En ce qui concerne la lettre de la Présidente de l'Assemblée générale datée du 27 novembre 2018, je voudrais également consulter les membres au sujet d'un projet de décision présenté oralement concernant la cérémonie de remise du Prix des Nations Unies pour la cause des droits de l'homme.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale, guidée par les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, ainsi que la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993; rappelant sa résolution 2217 (XXI) du 19 décembre 1966 sur l'Année internationale des droits de l'homme, en particulier sa recommandation C ou il est recommandé qu'un

prix ou des prix soient décernés pour la première fois le 10 décembre 1968, à l'occasion de la célébration du vingtième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et que, par la suite, ces prix ne devraient pas être décernés à moins de cinq ans d'intervalle; consciente que l'année 2018 marque le soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne et de la création du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, décide, premièrement, de tenir la cérémonie de remise du Prix des Nations Unies pour la cause des droits de l'homme à la séance plénière de l'Assemblée générale le 18 décembre 2018, immédiatement après la séance commémorative organisée à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne; et, deuxièmement, que la Haute-Commissaire aux droits de l'homme prendra la parole en séance plénière?

Le projet de décision présenté oralement est adopté (décision 73/509).

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je voudrais également demander l'avis des membres au sujet de la prolongation des travaux de la Deuxième Commission. Les membres se souviendront qu'à sa 3^e séance plénière, le 21 septembre 2018, l'Assemblée générale a approuvé la recommandation du Bureau tendant à ce que la Deuxième Commission achève ses travaux le jeudi 29 novembre. Toutefois, j'ai été informé par le Président de la Deuxième Commission que, pour permettre de dégager un consensus sur les projets de résolution sur lesquels elle n'a pas encore statué, la Commission demande que ses travaux soient prolongés jusqu'au mercredi 5 décembre.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale accepte de prolonger les travaux de la Deuxième Commission jusqu'au mercredi 5 décembre 2018?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 10.